

ger à des intervalles assez réguliers et de réunir un nombre suffisant de représentants des pays intéressés. A quel endroit les réunions auront-elles lieu? Quant aux sous-comités, celui des affaires techniques, celui des approvisionnements et un troisième dont le nom m'échappe, la même question se pose. Le Canada s'intéresse de façon particulière au sous-comité des approvisionnements car le président élu de cet organisme est un représentant du ministère des Affaires extérieures. Ce comité a-t-il fait l'acquisition d'un bureau pour son personnel et a-t-il entrepris les travaux d'enquête auxquels il doit se limiter, je suppose, pour le moment. J'imagine que les travaux préliminaires de ces divers organismes doivent consister surtout à recueillir des renseignements, à déterminer quels approvisionnements seront disponibles et à se préparer à fournir ces données au conseil plénier lorsque le moment sera venu.

M. CLAXTON: En réponse à l'honorable député, je dois dire qu'il est bien entendu que c'est le conseil de l'administration de secours et de rétablissement des Nations Unies qui détermine la ligne de conduite à suivre. Ce conseil agit en quelque sorte comme corps législatif.

L'hon. M. STIRLING: Le conseil des quarante-quatre nations?

M. CLAXTON: Le conseil comprend un représentant de chacune des quarante-quatre nations. A sa première réunion, tenue à Atlantic-City du 10 novembre au premier décembre, chacune des quarante-quatre nations était représentée et prit une part très active aux délibérations. Le comité verra jusqu'où s'étend cette représentation en apprenant que 374 délégués des quarante-quatre nations étaient présents. Quelques-unes des délégations comptaient de vingt à trente membres; nul pays n'en comptait moins de trois ou quatre. La deuxième réunion du conseil se tiendra à Montréal le 23 juin, et l'on s'attend que chacune des quarante-quatre nations intéressées y participe.

Le premier ministre a parlé à la Chambre du bon accueil fait par tous les Canadiens à l'U.N.R.R.A. et de notre fierté d'être du pays où se tiendra la première assemblée du conseil, en dehors des Etats-Unis. Si on me le permet, je dirai aussi la joie que me cause cet événement, parce qu'il se déroulera dans la circonscription que j'ai l'honneur de représenter et aussi parce que j'ai joué quelque rôle dans son organisation préliminaire.

Quant aux comités de l'Administration de secours et de rétablissement des Nations-Unies, le comité de ravitaillement, dont l'honorable

[L'hon. M. Stirling.]

député a parlé, a pour président M. L. B. Pearson. Les fonctions de ce comité sont définies par l'accord; elles sont dans l'ensemble d'ordre consultatif et portent sur toutes les questions de ravitaillement. Le comité, jusqu'ici, s'est réuni à Washington; il avait tenu nombre de réunions, certainement plus de dix, la dernière fois que j'en entendis parler. Il s'emploie activement à renseigner l'administration sur toutes les questions de ravitaillement.

L'hon. M. STIRLING: Il y a environ une vingtaine de représentants dans ce comité, n'est-ce pas?

M. CLAXTON: Il y a onze délégués des principaux pays fournisseurs et un ou deux de la part des destinataires. Je donnerai les noms de pays si le comité le désire. De plus, il existe un comité régional pour l'Europe, englobant les membres du conseil représentant les pays européens; de plus, comme l'a noté, l'honorable député, trois membres qui représentent les principaux pays fournisseurs: Etats-Unis, Brésil et Canada. Le comité siège à Londres, où il a été fondé et où se trouve son secrétariat.

C'est un organisme solidement établi qui a pour fonction d'étudier les besoins de secours et de les faire connaître au siège social de l'administration, à Washington. Le comité régional pour l'Extrême-Orient se compose des pays situés en Extrême-Orient. J'ignore si le comité a commencé à tenir ses séances. La situation en Extrême-Orient est beaucoup plus incertaine qu'en Europe.

L'hon. M. STIRLING: L'Inde est-elle représentée dans ce comité?

M. CLAXTON: Elle est représentée dans celui-là. Le centre de l'administration se trouve à Washington. Le directeur général est l'ancien gouverneur Lehman, qui a assumé la direction des affaires de l'administration lors de sa nomination à ce poste, à la suite d'un vote unanime des nations représentées à Atlantic City.

L'administration est une affaire en pleine activité. Comme l'a signalé l'honorable député, sa fonction principale consiste à étudier les besoins et à demander ce qu'il lui faut aux divers organismes en cause. Ce travail se poursuit activement. On a déjà trouvé une bonne partie du personnel nécessaire à cette fin. Cependant, Londres poursuit un travail semblable en ce qui concerne les besoins de l'Europe. On voit donc que l'Administration de secours et de rétablissement des Nations Unies est actuellement en pleine activité.